



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.729/2
du 27 juin 2022

advies 71.729/2
van 27 juni 2022

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant diverses
dispositions relatives à la
maîtrise de l’offre des
professions des soins de santé’

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van diverse
bepalingen betreffende de
aanbodsbeheersing van
gezondheidszorgberoepen’

Le 20 juin 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'offre des professions des soins de santé'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 juin 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, et présenté par Anne-Stéphanie RENSON.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 juin 2022.

*

Op 20 juni 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de aanbodsbeheersing van gezondheidszorgberoepen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 juni 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, en uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 juni 2022.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat er een akkoord werd bereikt om de bepalingen betreffende de aanbodsbeheersing van gezondheidszorgberoepen aan te passen wanneer de Franse Gemeenschap een *numerus fixus* invoert bij het toelatingsexamen;

Dat de quota voor artsen vanaf het jaar 2028 en voor tandartsen vanaf het jaar 2027 bepaald moeten worden volgens een nieuwe procedure;

Dat de studenten en de universiteiten zo snel mogelijk op de hoogte moeten zijn van de quota;

Dat dit de rechtszekerheid ten goede komt van zowel de studenten als van de universiteiten gelet op hun deelname aan het toelatingsexamen en de organisatie ervan voor de start van volgend academiejaar;

Dat het bovendien nodig is om de globale quota vast te stellen opdat de Gemeenschappen hun respectieve subquota kunnen bepalen;

Dat bijgevolg onderhavige bepalingen zo snel mogelijk moeten worden ingevoerd; ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

En exigeant que les demandes d'avis dans les cinq jours ouvrables soient « spécialement » motivées, le législateur a voulu que ce délai, extrêmement bref, ne soit sollicité qu'exceptionnellement. En conséquence, le demandeur doit invoquer des éléments pertinents et suffisamment concrets susceptibles de faire admettre que les dispositions en projet sont à ce point urgentes qu'il faille nécessairement recourir à la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État' (avis à communiquer dans un délai de cinq jours ouvrables) et pourquoi, au moment de la demande d'avis, il ne pouvait pas être recouru à la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de ces lois (avis à communiquer dans un délai de trente jours).

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

En l'espèce, l'exposé des motifs fournit les explications suivantes :

« [...] [U]n accord a été conclu par lequel la Communauté française transforme l'examen d'admission (*numerus clausus*) aux études de médecine et de dentisterie en un concours d'entrée (*numerus fixus*) à partir de l'année académique 2023-2024.

Ce changement doit garantir une adéquation entre le nombre d'étudiants admis à la formation de base et les quotas fédéraux pour l'accès aux titres professionnels à partir de 2029 pour les médecins (et à partir de 2028 pour les dentistes).

À la suite de cet accord, le présent projet vise à adapter la législation fédérale relative au contingentement.

D'une part, le présent projet porte sur la procédure de fixation des quotas et sur les excédents accumulés dans le passé. D'autre part, il fixe les prochains quotas de médecins et de dentistes, respectivement pour l'année 2028 et 2027 ».

Si la motivation de l'urgence peut être admise pour la fixation des quotas globaux applicables à l'année 2028 pour l'offre médicale et de ceux applicables à l'année 2027 pour l'offre dentaire dès lors qu'il s'agit de favoriser la sécurité juridique des étudiants et universités vu leur participation à l'examen d'entrée et son organisation avant la prochaine rentrée académique (articles 4 à 6 de l'avant-projet ¹), il n'en va pas de même pour les modifications apportées à la procédure de fixation des quotas qui ne seront en réalité mises en œuvre qu'à partir de l'année 2029 pour l'offre médicale et de l'année 2028 pour l'offre dentaire ² (articles 2 et 3 de l'avant-projet), à propos desquelles aucun élément spécifique n'est avancé dans la motivation de l'urgence pour démontrer qu'il faut nécessairement recourir à la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' et qu'il ne peut pas être recouru à la procédure visée au 2^o de la même disposition.

La demande d'avis est par conséquent irrecevable s'agissant des articles 2 et 3 de l'avant-projet.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Le préambule d'un arrêté de présentation d'un projet de loi se limite, en règle, à la mention des ministres qui le proposent ³.

¹ Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« In het kader van het gesloten principiële akkoord, o.m. om te anticiperen op de huidige actualiteit en nood aan (huis)artsen, wordt geopteerd om de voorgestelde quota niet te verminderen tot op 505. Hierbij is men inderdaad ook coherent met de wijziging van artikel 4 van het voorontwerp ».

² Ceci est confirmé à la lecture du commentaire des articles :

« Les dispositions introduites par cette loi entrent en vigueur le jour de la publication de cette loi au *Moniteur belge*. Etant donné que les quotas de médecins et de dentistes pour respectivement les années 2028 et 2027 sont fixés par cette modification de loi, ils entreront en vigueur à ce moment-là. La nouvelle procédure pourra ensuite être suivie pour la fixation des futurs quotas ».

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 227, a).

Les visas et les considérants seront donc supprimés.

DISPOSITIF

Article 4

L'exposé des motifs mentionne ce qui suit :

« La Commission de planification se base, dans son modèle de calcul, sur les chiffres réels d'admission des étudiants et sur le nombre constaté de médecins actifs sur le marché du travail. Si, dans le passé, il y avait un excédent par rapport au quota, cela se traduit par un nombre plus élevé de médecins sur le marché du travail, qui est donc inclus dans le modèle de calcul et entraîne une baisse des chiffres concernant les besoins. La Commission de planification tient dès lors compte des excédents dans son modèle de calcul. C'est la raison pour laquelle le présent avant-projet met fin à la résorption d'excédents du passé jusqu'à la valeur seuil de 505.

En attendant l'instauration effective d'un *numerus fixus* au niveau de la Communauté française, le Roi a la possibilité de fixer des modalités pour corriger les futurs quotas en tenant compte de ce surnombre » (p. 2)

Interrogée à cet égard, la déléguée de la Ministre a précisé ce qui suit :

« Als eerste stap in het kader van het principiële akkoord wordt de verplichte afbouw van het overschot tot op 505 vervangen door een mogelijkheid voor de Koning om de quota te corrigeren. Wanneer het Decreet aangenomen is in het Parlement van de Franse Gemeenschap is het de bedoeling een tweede wijziging aan de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 voor te stellen waarbij het overschot volledig wordt geschrapt.

De insteek van artikel 4 van het ontwerp is dat dit toegepast wordt vanaf academiejaar 2023-2024. Het is niet de bedoeling de quota 2028 nog te corrigeren aangezien deze nu bij wet worden vastgesteld ».

Il va sans dire que, lorsque, le cas échéant, le Roi mettra en œuvre l'habilitation qui lui est conférée par l'article 92/1, § 1^{er}, troisième phrase, en projet de la loi 'relative à l'exercice des professions des soins de santé', coordonnée le 10 mai 2015, il devra être attentif à garantir le respect du principe de proportionnalité appelé à encadrer une telle mesure au regard, s'agissant de la population, du droit à la protection de la santé ⁴ et, s'agissant des candidats-médecins, du droit à l'exercice de leur profession ⁵. Il en ira de même à l'égard de la nécessaire prise en considération du principe de *standstill* attaché à l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution.

Le Roi devra en tout état de cause veiller, ce faisant, à ne pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice des compétences des autres niveaux de pouvoir, en l'occurrence celle de la Communauté française en matière d'enseignement.

⁴ Article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution.

⁵ Article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution.

Articles 5 et 6

1. Les articles 5 et 6 tendent à modifier des arrêtés royaux.

Pour autant que le législateur ne s'approprie pas une compétence réservée au pouvoir exécutif, la méthode tendant à modifier un arrêté royal directement par la loi est en principe possible. Au regard de la sécurité juridique, ce procédé est toutefois à déconseiller car l'intervention du législateur dans un texte de nature réglementaire a pour conséquence d'instituer un régime hybride, dont l'inconvénient majeur est d'établir un risque de confusion entre des dispositions de nature législative et des dispositions de nature réglementaire avec la conséquence que de telles dispositions ne pourront à l'avenir plus être modifiées que par le législateur.

C'est dans ce sens que le commentaire des articles insiste sur le caractère exceptionnel de cette intervention législative, limitée à la fixation des quotas pour une seule année. Pour les années suivantes, il est précisé que la nouvelle procédure (à savoir celle prévue par les articles 2 et 3 de l'avant-projet) sera suivie pour la fixation des futurs quotas.

2. La section de législation ne dispose pas des connaissances factuelles suffisantes pour pouvoir apprécier la pertinence des informations contenues dans les avis formels n° 2022-01 et 2022-04 de la Commission de planification qui ont servi de base à la fixation des quotas figurant aux articles 5 et 6 et, en conséquence, l'adéquation du nombre retenu avec les besoins en matière d'offre médicale. Elle doit dès lors formuler une réserve en la matière ⁶.

Il en va de même s'agissant plus spécifiquement de l'article 5 dans la mesure où celui-ci prévoit une augmentation du quota par rapport à l'avis de la Commission de planification, ce qui implique que le quota global pour 2028 passe exceptionnellement de 711 à 744 pour la Communauté française et de 1058 à 1104 pour la Communauté flamande.

*

⁶ Voir not. dans le même sens l'avis 61.555/2 donné le 19 juin 2017 sur un projet devenu l'arrêté royal du 31 juillet 2017 'portant modification de l'arrêté royal du 12 juin 2008 relatif à la planification de l'offre médicale' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61555.pdf>), l'avis 66.028/2 donné le 25 avril 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 mai 2019 'portant modification de l'arrêté royal du 12 juin 2008 relatif à la planification de l'offre médicale' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66028.pdf>) et l'avis 69.527/2 donné le 11 juin 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 14 août 2021 'portant modification de l'arrêté royal du 12 juin 2008 relatif à la planification de l'offre médicale, en vue de fixer les quotas de médecins pour l'année 2027' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69527.pdf>).

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In casu luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat er een akkoord werd bereikt om de bepalingen betreffende de aanbodsbeheersing van gezondheidszorgberoepen aan te passen wanneer de Franse Gemeenschap een *numerus fixus* invoert bij het toelatingsexamen;

Dat de quota voor artsen vanaf het jaar 2028 en voor tandartsen vanaf het jaar 2027 bepaald moeten worden volgens een nieuwe procedure;

Dat de studenten en de universiteiten zo snel mogelijk op de hoogte moeten zijn van de quota;

Dat dit de rechtszekerheid ten goede komt van zowel de studenten als van de universiteiten gelet op hun deelname aan het toelatingsexamen en de organisatie ervan voor de start van volgend academiejaar;

Dat het bovendien nodig is om de globale quota vast te stellen opdat de Gemeenschappen hun respectieve subquota kunnen bepalen;

Dat bijgevolg onderhavige bepalingen zo snel mogelijk moeten worden ingevoerd;”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

Door te eisen dat adviesaanvragen met een termijn van vijf werkdagen van een “bijzondere” motivering voorzien worden, heeft de wetgever tot uiting gebracht dat hij wil dat alleen in uitzonderlijke gevallen verzocht wordt om mededeling van het advies binnen die uitzonderlijk korte termijn. De aanvrager moet derhalve pertinente en voldoende concrete gegevens aanbrengen die het aannemelijk maken dat de ontworpen regeling dermate spoedeisend is dat noodzakelijkerwijze een beroep moet worden gedaan op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’ (advies mee te delen binnen een termijn van vijf werkdagen) en waarom, op het ogenblik van de adviesaanvraag, geen beroep kan worden

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

gedaan op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van dezelfde gecoördineerde wetten (advies mee te delen binnen een termijn van dertig dagen).

In casu wordt in de memorie van toelichting de volgende uitleg verschaft:

“[Er] werd een akkoord bereikt waarbij de Franse Gemeenschap het toelatingsexamen (*numerus clausus*) voor de studie geneeskunde en tandheelkunde omvormt tot een vergelijkend toelatingsexamen (*numerus fixus*) vanaf het academiejaar 2023-2024.

Dit moet zorgen voor een overeenstemming tussen het aantal toegelaten studenten aan de basisopleiding en de federale quota voor de toegang tot de bijzondere beroepstitels vanaf 2029 voor artsen (en vanaf 2028 voor tandartsen).

Naar aanleiding van dit akkoord strekt onderhavig ontwerp ertoe de federale wetgeving inzake de contingentering aan te passen.

Enerzijds heeft dit ontwerp betrekking op de procedure voor het vaststellen van de quota en de in het verleden opgebouwde overtallen. Anderzijds worden de volgende quota voor artsen en tandartsen bepaald, respectievelijk voor het jaar 2028 en 2027.”

Deze motivering van de spoedeisendheid kan weliswaar aanvaard worden voor het bepalen van de globale quota voor het medisch aanbod voor 2028 en van de quota voor het tandheelkundig aanbod voor 2027 aangezien het de bedoeling is om aan studenten en universiteiten meer rechtszekerheid te bieden, gelet op hun deelname aan het toelatingsexamen en de organisatie ervan voor de start van volgend academiejaar (artikelen 4 tot en met 6 van het voorontwerp),¹ maar dat geldt niet voor de wijzigingen die aangebracht worden in de procedure tot bepaling van de quota die in feite pas vanaf 2029 zullen ingaan voor het medisch aanbod en vanaf 2028 voor het tandheelkundig aanbod (artikelen 2 en 3 van het voorontwerp),² in verband waarmee in de motivering van de spoedeisendheid geen enkel specifiek gegeven aangevoerd wordt om aan te tonen dat noodzakelijkerwijze een beroep moet worden gedaan op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ en dat geen beroep kan worden gedaan op de procedure bedoeld in datzelfde eerste lid, 2°.

De adviesaanvraag is bijgevolg niet-ontvankelijk wat de artikelen 2 en 3 van het voorontwerp betreft.

¹ Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“In het kader van het gesloten principesakkoord, o.m. om te anticiperen op de huidige actualiteit en nood aan (huis)artsen, wordt geopteerd om de voorgestelde quota niet te verminderen tot op 505. Hierbij is men inderdaad ook coherent met de wijziging van artikel 4 van het voorontwerp.”

² Dat blijkt als men er de artikelsgewijze bespreking op naleest:

“De door deze wet ingevoerde bepalingen treden in werking op de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gezien de quota voor artsen en tandartsen voor het jaar 2028, respectievelijk 2027 via deze wetswijziging bepaald worden, zullen zij dan ook op dat moment inwerkingtreden. Voor het bepalen van de toekomstige quota kan vervolgens de nieuwe procedure gevolgd worden”.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

INDIENINGSBESLUIT

In de aanhef van besluiten waarbij een wetsontwerp ingediend wordt, wordt in de regel alleen vermeld welke ministers het besluit voordragen.³

De aanhefverwijzingen en de overwegingen moeten dan ook weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 4

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen:

“De Planningscommissie baseert zich in haar rekenmodel op de werkelijke instroomcijfers van studenten en het vastgesteld aantal actieve artsen op de arbeidsmarkt. Indien er in het verleden een overschot was t.o.v. de quota, vertaalt zich dat in een hoger aantal artsen op de arbeidsmarkt, wat dus meegenomen wordt in het rekenmodel met lagere behoeftecijfers tot gevolg. De Planningscommissie houdt dus rekening met de overtallen in haar rekenmodel. Reden waarom in dit voorontwerp een einde wordt gemaakt aan de afbouw van overtallen uit het verleden tot op de drempelwaarde van 505.

In afwachting van een effectieve invoering van een *numerus fixus* op het niveau van de Franse Gemeenschap heeft de Koning wel de mogelijkheid om nadere regels te bepalen voor het corrigeren van de toekomstige quota rekening houdend met dit overschot.” (blz. 2)

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Als eerste stap in het kader van het principiële akkoord wordt de verplichte afbouw van het overschot tot op 505 vervangen door een mogelijkheid voor de Koning om de quota te corrigeren. Wanneer het Decreet aangenomen is in het Parlement van de Franse Gemeenschap is het de bedoeling een tweede wijziging aan de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 voor te stellen waarbij het overschot volledig wordt geschrapt.

De insteek van artikel 4 van het ontwerp is dat dit toegepast wordt vanaf academiejaar 2023-2024. Het is niet de bedoeling de quota 2028 nog te corrigeren aangezien deze nu bij wet worden vastgesteld.”

Het behoeft geen betoog dat, wanneer de Koning, in voorkomend geval, uitvoering zal geven aan de machtiging die aan hem verleend wordt bij het ontworpen artikel 92/1, § 1, derde zin, van de wet ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’, gecoördineerd op 10 mei 2015, hij ervoor zal moeten zorgen de naleving te garanderen van het evenredigheidsbeginsel, dat in het kader van een dergelijke maatregel in acht moet worden genomen ten aanzien van het recht op bescherming van de gezondheid⁴ wat de bevolking betreft

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 227, a).

⁴ Artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet.

en van het recht om zijn beroep uit te oefenen⁵ wat de kandidaat-artsen betreft. Hetzelfde geldt voor de noodzaak het *standstill*-beginsel verbonden aan artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, in acht te nemen.

De Koning moet er daarbij hoe dan ook op toezien dat hij het voor de andere bevoegdheidsniveaus niet onmogelijk of overdreven moeilijk maakt de eigen bevoegdheden uit te oefenen, *in casu* de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap inzake onderwijs.

Artikelen 5 en 6

1. De artikelen 5 en 6 strekken tot wijziging van koninklijke besluiten.

Voor zover de wetgever zich daarbij geen bevoegdheid toe-eigent die aan de uitvoerende macht voorbehouden is, is de methode om een koninklijk besluit rechtstreeks bij wet te wijzigen in beginsel mogelijk. In het licht van de rechtszekerheid is die werkwijze evenwel af te raden, aangezien de inmenging van de wetgever in een reglementaire tekst tot gevolg heeft dat een hybride systeem ingesteld wordt, waarvan het grootste nadeel is dat er een gevaar van verwarring ontstaat tussen wetgevende bepalingen en reglementaire bepalingen met het gevolg dat dergelijke bepalingen in de toekomst alleen nog door de wetgever gewijzigd kunnen worden.

In die zin wordt in de artikelsgewijze bespreking het uitzonderlijk karakter benadrukt van dit wetgevend optreden, waarbij alleen de quota voor één enkel jaar bepaald worden. In verband met de volgende jaren wordt gesteld dat de nieuwe procedure (namelijk de procedure bepaald in de artikelen 2 en 3 van het voorontwerp) gevolgd zal worden voor het bepalen van de toekomstige quota.

2. De afdeling Wetgeving beschikt niet over toereikende feitenkennis om de relevantie te kunnen beoordelen van de gegevens die vervat zijn in de formele adviezen 2022-01 en 2022-04 van de Planningscommissie, die als basis gediend hebben voor het bepalen van de quota die in de artikelen 5 en 6 staan en kan bijgevolg niet beoordelen of het gehanteerde aantal wel strookt met de behoeften inzake medisch aanbod. Ter zake moet de afdeling Wetgeving dan ook een voorbehoud formuleren.⁶

⁵ Artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet.

⁶ Zie in dezelfde zin met onder meer advies 61.555/2 van 19 juni 2017 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 31 juli 2017 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 2008 betreffende de planning van het medisch aanbod' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61555.pdf>), advies 66.028/2 van 25 april 2019 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 mei 2019 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 2008 betreffende de planning van het medisch aanbod' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66028.pdf>) en advies 69.527/2 van 11 juni 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 14 augustus 2021 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 2008 betreffende de planning van het medisch aanbod, met het oog op het vaststellen van de quota voor artsen voor het jaar 2027' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69527.pdf>).

Hetzelfde geldt meer specifiek voor artikel 5 voor zover het voorziet in een verhoging van het quotum ten opzichte van het advies van de Planningscommissie, wat impliceert dat het globaal quotum voor 2028 uitzonderlijk stijgt van 711 naar 744 voor de Franse Gemeenschap en van 1058 naar 1104 voor de Vlaamse Gemeenschap.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT